

Marie-Danielle Demélas, *Parachutistes en Algérie, 1954-1958*, Paris, Vendémiaire, 2021, 684 pp.

par Gregor Mathias

C'est un injuste oubli des études historiques consacrées à la guerre d'Algérie que le dernier ouvrage en date de Marie-Danielle Demélas vient réparer : l'incontournable apport opérationnel des Bécots rouges (parachutistes coloniaux), Bécots verts (Légion étrangère) et Bécots bleus (troupes métropolitaines).

Après avoir traité de l'utilisation tactique des parachutistes au début de la guerre d'Algérie, l'auteure évoque les trois types d'opération, le commando dans les djebels et le Sahara, l'intervention de Suez, et la guerre urbaine contre-terroriste à Alger.

Le temps des tâtonnements (1954-1956)

Des signes avant-coureurs de la rébellion apparaissent sur le terrain, six mois avant la "Toussaint rouge"¹ : cinq colons sont assassinés à Kef en Tunisie, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière algérienne, le 26 mai 1954. Le 18^e Régiment d'infanterie parachutiste de choc (RIPC) est chargé de pourchasser l'unité rebelle, anéantie au bout de deux mois.

Lorsqu'éclate la guerre d'Algérie en novembre 1954, on assiste à un tâtonnement quant à l'utilisation tactique des troupes parachutistes (le 3^e BEP, le 18^e RIPC, le 1^{er} RCP, le 1^{er} RHP et le 3^e BCCP). Faut-il les utiliser comme troupes de bouclage et de ratissage, c'est-à-dire comme des unités d'infanterie ordinaires (patrouilles, escortes, ouvertures de routes) comme ce fut le cas au début dans les montagnes de l'Aurès et de Kabylie, perdant par là-même leur vocation initiale (intervention rapide, brutale et à l'improviste) ? Faut-il les cantonner à des unités d'intervention (les unités Blizzard comparables aux unités en alerte Guépard) pour intercepter une katiba de l'ALN après un renseignement ? Doivent-ils servir à protéger des populations civiles menacées d'être massacrées comme en août 1955 dans le Nord-Constantinois, alors qu'il y a une pénurie d'unités combattantes ?

Le mode d'intervention est profondément revu. L'intervention sous forme de parachutage n'est pas considérée comme assez souple en raison des risques de blessures à l'arrivée au sol, de la dispersion des effectifs lors du parachutage et du poids du parachute à transporter en plus du paquetage, de l'arme et des munitions. Rapidement, on privilégie l'envoi des parachutistes sur le terrain par le moyen de l'hélicoptère, des Bell, des Sikorsky et des H-19. Mais faute de moyens aériens en 1955, le déploiement en GMC ou à pied est privilégié pour aller au plus près de l'ennemi.

En 1955, la Légion parachutiste se réorganise : le 1^{er} BEP devient le 1^{er} REP avec le doublement de ses effectifs. Les 2^e et 3^e BEP (bataillon étranger de parachutistes) fusionnent et forment le 2^e REP (régiment étranger de parachutistes). L'unité parachutiste du SDECE (les services spéciaux) est déployée avec le 11^e Choc. Les 3^e, 6^e et 8^e RPC (régiments de parachutistes coloniaux) sont déployés comme unités d'élite à la fin d'une opération pour anéantir l'embryon de rebelles survivants. Les 9^e et 18^e RCP (régiments de chasseurs parachutistes) remplacent le 18^e RIPC dissous. Les RCP sont sur la brèche et font toutes sortes d'opérations en fonction des besoins des différents secteurs et de la détérioration de la situation sécuritaire.

Notoriété des unités parachutistes, entre célébrité et méconnaissance

Les unités parachutistes sont divisées en deux divisions, la 10^e DP (que commande le général Massu), chargée de l'Algérois, et la 25^e DP, destinée au Constantinois. Des chefs prestigieux comme le

¹ L'insurrection du Front de Libération nationale en Algérie, le 1^{er} novembre 1954.

colonel Bigeard (nom de code : Bruno), puis le colonel Trinquier, commandent le 3^e RPC (constitués de militaires professionnels), tandis que le 2^e RPC (constitué d'un tiers d'appelés, sur le terrain 4 mois sur 9 d'octobre 1955 à juin 1956) est sous les ordres du colonel Château-Jobert (nom de code : Conan).

En 1956, l'ALAT (l'aviation légère de l'armée de terre) devient indispensable aux unités parachutistes : 209 hélicoptères (Alouette, Djinn et Sikorsky) sont commandés pour répondre aux besoins des opérations en Algérie. Le colonel Bigeard perfectionne la tactique des hélicoptères pour les opérations du 3^e RPC tout en portant à la perfection la communication du régiment à destination de l'Etat-major, des médias grand public (*Paris-Match*, *Jours de France*) en ayant à disposition de son propre état-major un rédacteur, un dessinateur et un photographe (Marc Flament) qui forgent le mythe des troupes aéroportées par la publication d'albums de photos comme *La piste sans fin* ou *Aucune bête au monde*.²

Moins célèbres que ces RPC, d'autres unités parachutistes, recrutées parmi les tirailleurs africains et algériens, les 19^e et 35^e BTP (bataillons de tirailleurs parachutistes) et les 6^e et 8^e RPC (régiments de parachutistes coloniaux), sont destinées à combattre au Maroc et en Tunisie. Le colonel de Rocquigny, ancien commandant des troupes aéroportées du Tonkin, décide de donner aux 19^e et 35^e BTP composés d'Algériens deux spécialités, celle de tirailleur et de parachutiste. L'unité, appelée le 35^e BTA, est chargée de la Tunisie, où elle sert davantage comme unité de tirailleurs que comme unité de parachutistes. "*Nord-Africains et métropolitains s'y côtoyaient sans que le temps d'une osmose ait été pris*".³ Lorsqu'éclate la guerre d'Algérie, les Algériens se posent la question de la vocation de l'unité à combattre l'indépendance de la Tunisie, mais également de l'appartenance de l'Algérie à la France. Le 30 septembre 1954, un caporal-chef de carrière, originaire du Constantinois, tue trois officiers au mess. L'unité est dissoute.

Le 19^e BTAP (Bataillon de tirailleurs algériens parachutistes) subsiste jusqu'en août 1956. Affecté jusque-là dans le Constantinois d'où étaient originaires les trois quarts des soldats algériens, il est envoyé au Maroc pour combattre dans le Rif l'armée de libération marocaine. Il connaît les mêmes cas de conscience avec l'indépendance du Maroc : en mars 1956, une soixantaine de tirailleurs songent même à désertir et en sont empêchés. L'unité est à son tour dissoute.

Les 6^e et 8^e RPC sont composés d'une grande partie de soldats africains professionnels. Le 6^e est affecté au Maroc et le 8^e dans le Constantinois (un tiers d'Africains professionnels et deux-tiers de métropolitains appelés ou rappelés) où "*il est la plus mobile des unités parachutistes en Algérie, peut-être le régiment des djebels par excellence*". Parmi ses faits d'armes : l'interception d'une katiba de 300 combattants au sud de Tébessa, le 15 juin 1957. Le 6^e RPC intervient dans toutes les régions du Maroc où la situation sécuritaire se dégrade des montagnes du Rif aux centres urbains de Casablanca (où ont lieu de nombreux attentats à la bombe), de Rabat et de Fès en 1955. Le 6^e RPC doit sécuriser les frontières de l'Algérie avec le Maroc et la Mauritanie. Profitant de la proclamation de l'indépendance en mars 1956, le parti indépendantiste marocain, Istiqlal, aidé des Rifains et des Reguibats du Sahara espagnol, veut étendre le nouveau royaume jusqu'aux frontières du Sénégal et s'attaquer à la Mauritanie, et à Colomb Béchar en Algérie. Le général Cogny largue le 6^e RPC en vue sécuriser la frontière à Fom el Hassan, tandis que les 1^{er} REP et 1^{er} RHP bouclent la frontière algérienne.⁴

Avec l'indépendance progressive des pays d'Afrique occidentale et équatoriale française, les RPC voient fondre progressivement les effectifs des soldats africains, tandis qu'on assiste au changement

² *Ibid.*, p.107.

³ *Ibid.*, p.118.

⁴ *Ibid.*, pp.134-137.

d'appellation : les unités coloniales prennent le nom d'unités de parachutistes d'infanterie de marine (6^e et 8^e RPIMa).

Commandos et harkas : casquette Bigeard, chapeau de brousse et béret bleu

Pour lutter contre l'ALN et intégrer les Algériens dans la lutte contre l'indépendance, le général Massu demande à la 10^e DP d'adjoindre à chaque unité de parachutistes une harka (supplétifs algériens). Le principe des commandos, mobiles, agressifs et furtifs, expérimenté en Indochine est repris en Algérie en 1958. Le commando Dam San composé de soldats issus de l'ancienne Indochine (Cambodgiens, Thaïs, Vietnamiens et Tonkinois), rattaché au 1^{er} REP du colonel Jeanpierre, combat à Souk-Ahras et dans l'Algérois (Ténès). "*Il est l'un des modèles des commandos de chasse réclamés par le général Challe*".⁵

Plus connu que le commando Dam San, le commando Guillaume (d'une cinquantaine à une centaine d'hommes) a été popularisé par le film *Le Crabe-Tambour* du réalisateur Pierre Schoendoerffer. Le général Gracieux a l'idée de créer une unité légère chargée de faire du renseignement par l'observation. Il confie l'unité au lieutenant Jean-Marie Guillaume, ancien artilleur-parachutiste d'Indochine. Formé à Bayonne, le commando débarque, en janvier 1957, en Algérie, mais le commando aux faibles effectifs est très vulnérable aux embuscades. Le lieutenant Guillaume est ainsi tué alors que le commando est en observation à Blida au sud d'Alger. Le commando prend le nom de ce premier mort. C'est Pierre Guillaume, frère de Jean-Marie, lieutenant-vaisseau, qui fait du commando une unité d'élite en compensant la vulnérabilité de son commando par l'appui aérien des avions T-6. Le commando Guillaume est affecté dans l'Ouarsenis et intervient par groupe de 5 à 15 hommes. Ces groupes au chapeau de brousse nomadisent plusieurs jours et observent les mouvements de la population et de l'ALN. Ils arrivent plusieurs fois à échapper à l'encerclement des katibas. En mars 1958, le lieutenant de vaisseau de Pierre Guillaume abandonne le soleil si brûlant de l'Algérie pour l'escorteur rapide l'Agenais de Toulon qui doit patrouiller dans les embruns de Méditerranée. Il est remplacé à la tête du commando par le lieutenant Dominique.⁶ La généralisation des commandos de chasse à chaque quartier militaire de l'Algérie sonne le glas du commando Guillaume. Il est rattaché au groupement des commandos parachutistes de la réserve générale, puis au 3^e RPIMa.

Après avoir étudié les techniques des RPC de Bigeard et Chateau-Jobert, l'armée de l'Air crée cinq commandos d'une centaine d'hommes, le 541^e GCPA (Groupement des commandos parachutistes de l'Air), recruté à 70% parmi les appelés. Ces commandos de l'Air perfectionnent leurs techniques d'intervention en binôme avec les 3^e et 8^e RPC, le 1^{er} RHP, le 2^e REP et le commando Guillaume. Les commandos au béret bleu se spécialisent dans les assauts héliportés, les appuis aériens et la protection des bases aériennes. En 1956, les commandos de l'Air remplacent dans les djebels la 10^e DP (qui s'entraîne alors en vue de l'intervention à Suez), puis se spécialisent à intervenir dans le Sahara algérien.

La Marine, pour sa part, a pour mission de surveiller les côtes mais aussi l'ouest de l'Algérie. Elle dispose pour cela de quatre commandos : Trepel Montfort, Penfentenyo et Jaubert, qui y débarquent en 1955. La demi-brigade des fusiliers marins (DBFM) complète le dispositif pour surveiller l'ouest de la frontière de l'Algérie. Le commandant Jean-Louis Delayen forme le commando Yatagan (120 harkis) en charge du renseignement. Les commandos Marine se transforment en unité aéroportée en 1960 grâce aux hélicoptères de l'Aéronavale.

⁵ *Ibid.*, pp.149-151.

⁶ *Ibid.*, pp.155-159.

Les 2^e, 3^e, 6^e et 8^e RPC ne sont pas en reste et se dotent également de commandos chargés de trouver des renseignements ou de monter des embuscades. Les parachutistes ont donc progressivement adopté la tactique du commando, plus souple à la fois pour le renseignement et l'intervention.

Les “Services” en opérations en Algérie

Marie-Danielle Demélas étudie les unités parachutistes dépendant des services spéciaux, les 11^e et 12^e Choc, du Service Action, du RAP (Renseignement Action Protection) et du Centre de coordination interarmées (CCI).

De décembre 1954 à août 1955, le 11^e Choc sert en Kabylie (Dra-el-Mizan et Bordj Menâïel) pour rétablir l'ordre – et s'accoutumer au niveau théâtre d'opérations. Puis la mission des 11^e et 12^e Choc, composés à 85 % d'appelés, aidés du GLI (Groupement léger d'intervention de 80 hommes), est d'éliminer les principaux chefs de l'ALN (Krim Belkacem, Mostefa Ben Boulaïd, Amirouche, Si Louardi, Si Sadek). Des missions échouent (l'opération Saucisson contre Krim Belkacem, l'opération Onze contre Amirouche, l'opération Huit contre Si Louardi, l'opération Champlain contre Si Sadek), mais d'autres réussissent comme l'opération Cantate contre Ben Boulaïd, responsable de l'ALN pour l'Aurès-Nemencha, qui consistait à lui faire croire qu'un poste radio émetteur avait été égaré lors d'un parachutage, alors qu'en réalité il était piégé. Ben Boulaïd meurt dans l'explosion du poste au moment où il le fait fonctionner.

Le GLI est chargé d'éliminer une katiba de 200 hommes bien armés commandée par Laghrour Abbès, qui n'avaient pas hésité à attaquer 400 légionnaires de la 13^e DBLE en février 1956. La katiba est repérée dans la région de Duperré, la 13^e DBLE soutenue par le GLI du capitaine Krotoff l'encerclé. La katiba perd la moitié de ses effectifs ; mais le capitaine Krotoff est tué. En quatre mois, le GLI mène 38 opérations, dont les résultats semblent minces : 12 combattants de l'ALN tués, dont deux chefs de groupe, 45 prisonniers et 25 armes récupérées. Marie-Danielle Demélas en conclut que “[l]e groupement avait dépensé une énergie considérable pour des résultats qui n'étaient pas en relation avec sa valeur, ni avec les ressources qu'il mobilisait”. Effectivement, le GLI sert trop souvent à compléter un bouclage et un ratissage, c'est le successeur du capitaine Krotoff, le capitaine Erouart, qui propose de recentrer l'unité vers sa véritable vocation.⁷ Le GLI est donc dissous et transformé en unité du RAP, puis en CCI en 1957.

Le CCI met en place une opération de contre-maquis en Kabylie sur le modèle des contre-maquis en Indochine. Le choix de la population est confié à l'ethnologue Jean Servier. Le CRIK (Commando de renseignement et d'intervention en Kabylie) composé de 5 unités (trois des rappelés du 11^e Choc, un de volontaires et le dernier du 15^e BCA – Bataillon de chasseurs alpins) est formé par le capitaine Hentic qui se méfie des hommes sélectionnés. Il fait nomadiser le CRIK et observe les mouvements dans les douars ralliés. En octobre 1956, le faux contre-maquis fait une embuscade contre une compagnie de chasseurs alpins. Le CRIK, le 15^e BCA et le 13^e RDP (Régiment de dragons parachutistes) arrivent à mettre hors de combat une centaine de faux ralliés ou de vrais rebelles sur les 300 qu'il comptait.⁸ Une autre affaire de contre-maquis échoue également, celle du MNA (Mouvement national algérien, un mouvement nationaliste concurrent du FLN) du général Bellounis se termine mal en 1958 par la désertion massive de l'unité et une fuite avec les armes remises par l'armée française. Les unités des services interviendront contre l'ALN aux frontières de la Mauritanie, du Maroc, de la Tunisie, de la Libye et du Mali, et probablement au-delà...

Ils ont sauté sur Port-Saïd

⁷ Cf. <https://devirisillustribusblog.wordpress.com/2018/06/30/le-colonel-erouart-et-laventure-du-11e-choc-iii/>.

⁸ Maurice Faivre, “Le montage de l'affaire K, dite Oiseau bleu”, Site Etudes coloniales, 27 décembre 2010 : [l'opération Oiseau bleu en Kabylie, 1956 - études-coloniales \(canalblog.com\)](http://loperationoiseaubleu.en.kabylie.1956-etudes-coloniales.canalblog.com) ; Camille Lacoste-Dujardin, *Opération Oiseau bleu. Des Kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1997.

Les parachutistes sont connus, après 1945, pour leurs opérations aéroportées sur Diên Biên Phu, Suez à Port-Saïd, Kolwezi et plus récemment sur Tombouctou.

L'intervention française de novembre 1956 en Egypte s'explique par le soutien du président égyptien Nasser au FLN, comme le révèle l'arraisonnement de l'*Athos* (transport d'armes pour l'ALN), la propagande radiophonique du FLN par le biais de *La Voix des Arabes* et la crainte de l'Etat-major qu'un soutien extérieur d'un pays puissant puisse faire basculer la situation, comme lors de la guerre d'Indochine avec le soutien chinois. Quant aux Britanniques, partie prenante à cette opération conjointe anglo-franco-israélienne (dont ils prennent le commandement), ils craignent que la nationalisation du canal de Suez ne remette en cause la liberté de navigation. Mais derrière l'opération militaire se dissimule une autre mission, celle du SDECE, commandée par le capitaine Paul-Alain Léger, qui a pour objectif de neutraliser l'état-major du FLN au Caire au moment le plus opportun.

Le général Massu, ayant comme adjoint le colonel Godard, est chargé de diriger le combat amphibie et le général Gilles doit s'occuper des opérations aéroportées. La 10^e DP (1^{er} RCP, 2^e RPC, 3^e RPC et 1^{er} REP) s'entraîne sur la base nautique d'Arzew en Oranie avec des barges de débarquement. A Zéralda, dans la banlieue d'Alger, on se prépare au combat urbain. Quant aux chauffeurs, ils doivent apprendre à rouler dans du terrain sableux et à franchir les dunes.

Le 3^e RPC est choisi pour sauter en premier sur Port-Saïd. En effet, son commandant, le colonel Château-Jobert, a séjourné en Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale et a intégré de nombreux cadres juifs dans le 3^e SAS en 1944. Il a toutes les qualités pour faire le lien avec les armées britannique et israélienne.

Le 29 octobre 1956, l'armée israélienne attaque le Sinaï égyptien. Le 30 octobre, les Britanniques demandent aux Egyptiens de se retirer à 16 km du canal pour garantir la liberté de navigation. L'Egypte refuse. Le 31 octobre, l'aviation égyptienne est détruite au sol par des bombardements franco-britanniques. Le 5 novembre, à 7:40, le 3^e RPC et la 11^e DBPC (demi-brigade parachutiste de choc) sautent sur Port-Saïd, tandis que les parachutistes britanniques sautent sur Port-Fouad situé en face sur le canal à l'entrée de la Méditerranée. La zone de saut attribuée aux 500 parachutistes français est de 800 m sur 350 m et est entourée d'eau. Le saut doit donc s'effectuer à très basse altitude, 150 m, en raison de l'exiguïté du terrain et pour éviter la dispersion des parachutistes. Avec un saut à une telle altitude, les parachutistes arrivent au sol en 30 secondes, mais l'inconvénient est que l'arrivée au sol est plus violente et risque d'entraîner des blessures et la casse de matériel. Seuls deux parachutistes tomberont dans l'eau. Port-Saïd est contrôlée par 3 000 militaires égyptiens et 1 500 policiers avec une DCA orientée vers le nord ; les avions français la contourneront en passant par le sud. Les objectifs sont de contrôler le pont, la passerelle et l'usine des eaux. Les combats sont intensifs et courts (une heure), la passerelle est détruite par les Egyptiens, mais les parachutistes contrôlent le pont et l'usine des eaux.

A 15:15, l'autre moitié du régiment saute, sous les ordres du lieutenant-colonel Fossey-François. Le dépôt Shell, à l'est du canal, est pris à 16:15. Les docks pétroliers sont rapidement sous contrôle à 19:00. A Port Fouad, la caserne des fédâyins (commandos égyptiens) est prise d'assaut : 87 soldats égyptiens sont tués et 49 capturés tandis que le poste de police tombe rapidement. En deux heures, la ville est contrôlée, tandis que les Britanniques butent sur l'aérodrome Gamil. Le 1^{er} REP et les commandos de marine débarquent et consolident la tête de pont. L'opération coûte la vie à 12 militaires et 43 sont blessés.⁹ Mais une autre guerre débute, celle de la guérilla urbaine menée par la Garde nationale égyptienne et la population qui a bénéficié de distribution massive d'armes. Les paras fouillent les maisons, quadrillent les quartiers et identifient les résidents et contrôlent tous leurs déplacements, méthodes seront bientôt appliquées dans la

⁹ Demélas, *op.cit.*, pp. 328-334.

Casbah d'Alger. Les 1^{er} RCP et 3^e RPC en réserve à Chypre retournent en Algérie sans avoir vu les côtes égyptiennes.

Le 7 novembre 1956, sous la pression des Etats-Unis et de l'URSS, les combats doivent cesser. La fin rapide des combats et l'évacuation du canal montrent que les deux puissances coloniales ne dirigent plus le destin du monde et qu'il faudra désormais passer obligatoirement par un parrain pour faire avaliser ses conquêtes... Suez est une victoire militaire pour les troupes aéroportées, mais surtout une terrible humiliation diplomatique pour la IV^e République. Le 22 décembre, l'armée française évacue Port-Fouad et Port-Saïd.

La lutte contre le terrorisme urbain à Alger

Le FLN décide porter la lutte des djebels à Alger en multipliant les attentats contre les civils. La police étant dans l'incapacité de mettre fin aux attentats, le ministre résidant Robert Lacoste et le préfet Serge Baret remettent les pouvoirs de police à Alger au général Massu. Les civils sont délibérément ciblés par les attentats du FLN dans leurs lieux de convivialité : le glacier "Le Milk-Bar" fréquenté par des enfants et adolescents (deux bombes), des bars ("L'Otomatic", "Le Coq Hardi"), des restaurants, un bus, un arrêt de bus, des stades de football (El Biar et Le Ruisseau), un parc, un Monoprix...

A Alger, la 10^e DP déploie 3 000 militaires les premiers mois, puis les effectifs tombent à 800. Le 9^e Zouaves, commandé par le capitaine Sirvent, parcourt inlassablement la Casbah et parvient à récolter du renseignement plus fiable que celui des services de police. Sirvent a l'idée d'établir un organigramme des réseaux de fabrication et de pose des bombes, les collecteurs d'impôt, les commissaires politiques et les groupes armés du FLN. Cette liste de noms et de contacts du FLN permet en cas de saisie d'avoir une idée de son organisation à Alger comme en métropole.¹⁰ Il faudra deux mois à la 10^e DP pour mettre en place un contrôle policier efficace à Alger alors qu'explorent les bombes et que le FLN tente d'y organiser une grève générale en janvier 1957.

Au début, les arrestations se font au hasard avant qu'elle ne soit ciblée lorsque l'adversaire est clairement identifié. Alger et sa banlieue sont divisées en quatre secteurs avec des régiments (1^{er} REP, 3^e RPC, 2^e RPC, 1^{er} RCP) et des officiers de renseignement sont en charge de chaque secteur. En journée, les patrouilles se multiplient (180 groupes de 6 hommes) ; la nuit, des points de contrôle sont organisés et les arrestations des suspects ont lieu par 30 patrouilles motorisées. La Casbah, où se sont réfugiés les groupes terroristes, est bouclée et les quelques sorties sont soigneusement contrôlées. Le recensement des habitants des bidonvilles et des quartiers est organisé par la Mairie, les officiers des SAU (Sections administratives urbaines)¹¹ et la Gendarmerie. Un dispositif de protection urbaine est mis en place qui consiste à diviser la ville en arrondissements, quartiers, îlots et immeubles, avec un système de lettres et de chiffres pour pouvoir mieux identifier les occupants. 7 500 îlotiers, responsables et chefs de famille transmettent des renseignements.

Les parachutistes du 1^{er} REP découvrent les réseaux de soutien du FLN au sein des milieux européens chrétien (paroisses, monastères et archevêché), des colons de la Mitidja, des policiers de Maison-Carrée ou du Parti communiste algérien (PCA) qui hébergent les clandestins (du PCA, du FLN, des poseuses de bombes), diffusent des tracts ou transportent des armes. Les bombes sont bricolées par des artificiers du PCA, ce qui fait croire à une complicité de toute l'organisation du PCA. En février 1957, les bombes sont

¹⁰ Cf. Gregor Mathias, *La France ciblée. Terrorisme et contre-terrorisme pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Vendémiaire, 2017, pp.49-56.

¹¹ Cf. Gregor Mathias, *Les sections administratives spécialisées en Algérie, entre idéal et réalité*, Paris, L'Harmattan, 1998.

plus perfectionnées et plus faciles d'utilisation, d'où la nécessité pour la 10^e DP de trouver les caches le plus rapidement possible pour éviter des attentats plus meurtriers.¹²

Le premier groupe terroriste du FLN ayant été démantelé à Alger, entre mars et avril 1957, les unités parachutistes sont remplacées par le 1^{er} RCP, le 3^e RPC, le 20^e GAP (groupe d'artillerie parachutiste) et le 1^{er} REP. Mais en avril, il s'avère, avec la découverte d'une cache de 13 bombes dans la Casbah prévues pour exploser au moment des fêtes de Pâques, qu'un réseau s'est reconstitué. En juin, les attentats reprennent dans des arrêts de bus et dans une boîte de nuit du Casino de la Corniche (9 morts et 83 blessés). C'est dans ce contexte que le mathématicien Maurice Audin, membre du PCA, qui a hébergé deux membres du PCA recherchés, est arrêté par des hommes du 1^{er} RCP en juin 1957. Probablement torturé, il est exécuté.¹³ Le commandant Aussaresses, responsable des officiers de renseignement de la 10^e DP, assumera la responsabilité de sa mort en 2013,¹⁴ le colonel Godard, l'ayant appris à l'époque, obtient son renvoi en métropole.

En août 1957, les deux responsables du réseau des bombes sont tués ; en septembre, Yacef Saadi, chef de la zone autonome d'Alger, et Zorah Drif, la poseuse de bombes du Milk-Bar (3 morts, 60 blessés, des enfants amputés), sont arrêtés. En octobre, l'adjoint de Yacef Saadi, Ali-la-Pointe qui possède le dernier stock de bombes refuse de se rendre ; la cache est détruite. Le deuxième groupe terroriste du FLN est décapité. Pour l'année 1957, c'est plus de 150 bombes qui ont été saisies par la 10^e DP, mais 751 attentats ont eu lieu provoquant la mort de 314 personnes et en blessant 917. Le colonel Godard explique *“J'atteste que la torture n'a jamais été érigée en système. Nous aurions été nombreux à ne pas le tolérer (...) Il y a eu des erreurs de commises mais beaucoup moins qu'on ne l'a dit”*.¹⁵

Crapahut dans les périphéries de l'Algérie

Après la guerre contre le terrorisme urbain, les combats des parachutistes se déplacent dans les montagnes, le désert et les frontières du Maroc ou de Tunisie, où l'ALN multiplie les infiltrations.

En 1957, les unités parachutistes s'attaquent aux poches de l'ALN dans les massifs montagneux autour d'Alger (Miliana et l'atlas blidéen), en Kabylie et dans le Nord-Constantinois. Le 3^e RPC réussit à accrocher dans la région de Champlain une katiba (108 combattants de l'ALN mis hors combat) et à tuer Ali Khodja, l'auteur de l'embuscade de Palestro (17 appelés du 9^e RIC tués et mutilés en 1956),¹⁶ mais 200 combattants de l'ALN échappent à l'opération, le 3^e RPC ayant négligé de demander le soutien du 1^{er} REP.

Le 11^e Choc poursuit ses ralliements d'unités du MNA ou du FLN avec un succès (Si Cherif) mais deux gros échecs (Kobus et Bellounis) mettent définitivement fin à l'expérience des contre-maquis.

A l'ouest du Sahara, une opération aéroportée est montée, en 1958, avec les 3^e et 6^e RPC et l'aide de l'armée espagnole du Sahara Occidental pour empêcher l'annexion d'une partie de la Mauritanie par l'armée de libération du Maroc. En 1957, le FLN annonce l'ouverture d'un “front saharien”. A l'est du Sahara, à la frontière de Libye, une compagnie de légionnaires élimine une katiba de l'ALN qui menace les gisements d'hydrocarbures et protège le puits pétrolier d'Edjeleh (In Amenas). Ces puits d'hydrocarbures, devenus des cibles pour l'ALN, sont mis sous la protection du 3^e RPC, 1^{er} REP et du GT 507 (unité du train). Ces unités

¹² Demélas, *op.cit.*, pp.370-372.

¹³ Ted Morgan, *Ma bataille d'Alger*, Paris, Tallandier, 2016, pp.260-262.

¹⁴ L'épisode n'est pas évoqué par l'ouvrage Marie-Danielle Démélas. Le témoignage de Paul Aussaresses a été écarté par l'auteure en raison de ses nombreuses invraisemblances et ses exagérations.

¹⁵ Demélas, *op.cit.*, p.403, citant Yves Godard, *Paras dans la ville*, Paris, Fayard, 1972, pp.238-239.

¹⁶ Raphaëlle Branche, *L'embuscade de Palestro, Algérie, 1956*, Paris, Armand Colin, 2010. Jean Monneret, “Algérie 1956 : l'embuscade de Palestro vue par Raphaëlle Branche”, Site Études coloniales, 11 janvier 2014 : [Palestro vu par Raphaëlle Branche - critique de Jean Monneret - études-coloniales \(canalblog.com\)](http://www.etaudes-coloniales.com/2014/01/11/palestro-vu-par-raphaelle-branche-critique-de-jean-monneret-etaudes-coloniales-canalblog-com/).

recherchent du renseignement, montent des embuscades et inspectent les palmeraies, lieux de passage obligés pour l'ALN. Les hélicoptères et les largages de parachutistes permettent de maintenir la mobilité des unités.

A Timimoun, au nord de Reggane, 70 méharistes tuent leurs officiers et désertent en octobre 1957. Ils sont pris en chasse par le 3^e RPC qui fait un intense travail de renseignement et les localise : 97 méharistes déserteurs ou combattants de l'ALN sont tués, mais 16 parachutistes tués et 18 blessés. Bigeard diffuse 200 à 300 exemplaires de la plaquette sur l'opération Timimoun. Marc Flament photographie les parachutistes au combat dans les dunes et *Paris-Match* diffuse les photographies et le récit de la mort du sergent-chef René Sentenac.¹⁷ Présent à Diên-Biên-Phu, il est un des rares évadés de la cuvette, sauvé par des Méos. Il est tué, à l'âge de 27 ans, par un sniper, lors de la bataille de Timimoun, le 21 novembre 1957.¹⁸

Le Maroc et la Tunisie représentent les bases arrières idéales pour les katibas de l'ALN, qui bénéficient du soutien des nouveaux Etats indépendants. L'ALN s'y entraîne, s'y approvisionne en armes et s'infiltrer sur le sol algérien. Un barrage électrifié est progressivement érigé à l'est et à l'ouest de l'Algérie pour rendre la frontière étanche. De 1956 à 1957, les postes militaires frontaliers à la frontière du Maroc et de la Tunisie sont reliés par des barbelés, puis doublé d'une deuxième haie de barbelés, puis minés et électrifiés et protégés par des patrouilles blindées (avec le 1^{er} RHP) et de l'artillerie. En 1958, à la frontière tunisienne, les 9^e, 14^e et 18^e RCP et le 18^e Dragons renforcés par le 1^{er} REP et le 3^e RPC sont chargés d'intercepter les convois d'armes de l'ALN ou l'infiltration des katibas entraînées en Tunisie. Les parachutistes sont "*en chasse libre (...) [avec] la plus large autonomie*".¹⁹ Des katibas d'une centaine d'hommes sont régulièrement repérées : c'est ainsi que 1 400 combattants qui tentent de passer à Souk-Ahras sont interceptés après des combats très durs. A El-Mouhadjène, 200 combattants de l'ALN de Youcef Latrèche réussissent à s'infiltrer et parviennent à encercler les 92 parachutistes de la compagnie locale du 9^e RCP, qui compte 32 tués. Quatre régiments la pourchassent : elle perd 93 combattants et son chef est tué.

De janvier à juin 1958, les combats sont très intenses à la frontière, l'ALN perd 4 000 combattants dans le franchissement de la frontière tunisienne et 600 prisonniers mais les parachutistes laissent un lourd tribut dans les combats de 196 tués et 441 blessés. Le 1^{er} REP perd à lui seul 110 militaires, tandis que le 9^e RCP déplore la mort de 48 parachutistes.

“Soleil” est mort

Le colonel Jeanpierre, commandant du 1^{er} REP, dont le nom de code est Soleil, veut simplifier les structures de son régiment qui se résume à des groupes de choc, aux appuis et à la reconnaissance. Face aux combattants de l'ALN, il prône le renforcement du combat d'infanterie et l'importance du renseignement pour accrocher l'ennemi. Lorsqu'une unité de l'ALN est repérée, les hélicoptères amènent sur le terrain les unités chargées de la mettre hors d'état de nuire avant la nuit. Les parachutistes largués sur la zone tirent au PM sur les endroits suspects et, au signal, lancent tous leurs grenades avant de poursuivre la progression. Les résultats de cette tactique sont bons pour le 1^{er} REP, mais les pertes sont élevées dans les combats rapprochés, c'est ainsi que le colonel Jeanpierre est tué le 29 mai 1958 ; alors que son hélicoptère Alouette s'approchait pour observer un combat, l'hélicoptère est touché par un tir dans la région de Guelma²⁰ ; ce même jour à Paris le président Coty fait appel au général de Gaulle pour trouver une solution à la crise de régime provoquée par le fossé grandissant entre les militaires en Algérie et les politiques en métropole. La

¹⁷ Demélas, *op.cit.*, pp.458-465.

¹⁸ Cf. : [22/11/57 - Sergent-Chef SENTENAC \(27 ans, 1 enfant\) 3eme RPC \(soldatsdefrance.fr\)](#).

¹⁹ Demélas, *op.cit.*, pp.480-481.

²⁰ *Ibid.*, pp.500-504.

IV^e République est à son crépuscule et le général de Gaulle semble être l'aube d'un renouveau politique et militaire à la fois en France et en Algérie.

L'ouvrage de Marie-Danielle Demélas fait merveille dans l'évocation des enjeux, des moyens, des évolutions organisationnelles, des méthodes, des personnalités marquantes et surtout de l'atmosphère d'une période et d'épisodes aujourd'hui oubliés. Elle montre que les parachutistes ont eu, dès le début de la guerre d'Algérie, une bonne capacité d'adaptation à tous les types de combat (contre-guérilla, commando, formation de contre-maquis, renseignement et poursuite de katibas) et à toutes sortes de terrain (montagnes, désert, frontières et ville). Les colonels et lieutenants-colonels des unités parachutistes ont su perfectionner leurs moyens d'action et leurs méthodes de combat aux nouveaux enjeux tactiques.

Après la publication de ce premier volume, excellente référence sur l'histoire des parachutistes français, on peut espérer que paraisse le plus rapidement possible le deuxième tome, *Les Parachutistes en Algérie (1958-1962)*, où l'on pourra comprendre comment les parachutistes ont accueilli un courant de pensée (où, le colonel Trinquier mis à part, ils sont peu représentés) qui est alors en vogue dans l'armée française : les théories de la guerre contre-révolutionnaire.

Gregor Mathias

Docteur en histoire, chercheur
associé à la chaire de géopolitique,
Rennes School of Business